DES SPÉCIALISTES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Nos prisons forment des dealers

Les prisons algériennes sont-elles devenues des plaques tournantes dans le recrutement de nouveaux dealers et la reconstitution des réseaux de trafic de drogue déjà démantelés par les services de sécurité ?

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Tout porte à le croire au vu des dernières arrestations opérées par les services de sécurité tant au niveau de la capitale qu'à l'intérieur du pays.

Selon des sources sûres, les derniers coups de filet intervenus dans le milieu de trafic de drogue confortent cette idée. Pour preuve, indiquent nos sources, le profil des personnes mises hors d'état de nuire lors de ces opérations se caractérise par leur jeune âge et pour avoir séjourné au moins une seule fois en prison pour consommation de drogue.

A ce titre, on apprend que les différentes structures de police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger ont réussi à saisir ces derniers jours des quantités importantes de kif et à démanteler plusieurs réseaux.

Les divisions de police judiciaire se trouvant à l'ouest et à l'est de la capitale ont récupéré à elles seules, en l'espace d'une semaine, près d'une quinzaine de kilogrammes de résine de cannabis et arrêté une vingtaine de personnes dont des femmes.

Selon les mêmes sources, ces «exploits» sont le fruit de travail de brigades spécialisées dans la lutte contre les stupéfiants et dont la stratégie a été mise en place depuis 2002. «Pourquoi il y a aujourd'hui plus d'arrestations et de réseaux démantelés ? Tout simplement parce que la Sûreté nationale a mis sur pied des structures spécialisées dans la lutte contre la drogue dotées de moyens appropriés et ayant aujourd'hui à leur actif l'expérience tant au niveau de l'investigation qu'à la répression», affirme-t-on.

Le coup de filet opéré le mois de Ramadan écoulé du côté d'El Harrach qui a permis la saisie de 19 kg de cocaïne atteste de l'importance de ce redéploiement. D'ailleurs, nos sources indiquent que cette nouvelle drogue provenait de Colombie après avoir transité par certains pays africains, dont ceux se trouvant sur la bande du Sahel.

Parmi les personnes arrêtées lors de cette opération figurent des jeunes dealers qui ont reconnu avoir été recrutés lors de leur court séjour en prison.

Ainsi, on explique que les conditions carcérales sont en majorité à l'origine de l'émergence de ce nouveau phénomène social.

En effet, les jeunes qui sont condamnés pour la première fois par la justice pour avoir consommé de la drogue font l'objet «d'un recrutement» au sein même de la prison où sont détenus des «barons» condamnés à des peines très lourdes pour trafic de drogue.

Photo : Samir Sid.

L'incarcération n'est pas toujours la solution.

«Le travail de proximité suivi d'endoctrinement effectué à l'intérieur de la prison permet au jeune condamné, une fois en liberté, de rentrer en contact avec d'autres personnes se trouvant à l'extérieur, et ce, dans une perspective de l'enrôler dans le réseau.

A ce stade, et en l'absence d'une véritable politique sociale de réinsertion, la seconde phase du recrutement est engagée et le «petit consommateur» se retrouve malgré lui dans un processus de prise en charge totale sur tous les plans, pour être, à court terme, un membre actif d'un réseau de trafic de drogue», souligne-t-on.

Face à ce phénomène aux conséquences sociales insurmontables, les spécialistes de la lutte contre la criminalité tirent la sonnette d'alarme et préconisent : «Au lieu d'une peine d'emprisonnement, il serait judicieux d'orienter ces jeunes consommateurs vers des centres de désintoxication pour leur prise en charge et leur éviter de découvrir un monde qui risque de changer définitivement et négativement le cours de leur vie.» Selon nos sources, ce phénomène ne se limite pas aux seuls consommateurs de drogue. Selon des témoignages rapportés par la presse, l'organisation terroriste, le GSPC, procède de la même manière en recrutant parmi les personnes emprisonnées pour trafic et consommation de stupéfiants. «Plusieurs parmi ces détenus ont été pris en charge par des réseaux du GSPC à leur sortie de prison. C'est un véritable «investissement» puisque ces jeunes détenus, une fois libérés et mis en confiance par les réseaux et ce après avoir été pris en charge doctrinalement au sein de la prison, sont enrôlés dans des réseaux terroristes», explique notre source qui nous cite le cas de Merouane Boudina, le kamikaze auteur des attentats du 11 avril 2007. Ce dernier qui était un ancien dealer de drogue avait rejoint le GSPC une fois sorti de prison.

Cela étant, il est important de rappeler que les pouvoirs publics, voulant lutter contre le phénomène de drogue, ont durci, lors du dernier amendement du code pénal, les peines à l'encontre aussi bien du trafiquant que du consommateur.

A. B.

TIZI-OUZOU

Attaque au kalachnikov contre un bureau de poste

Le personnel du bureau de poste d'Ath-Aïssa-Mimoun, une quinzaine de kilomètres au nord-est de Tizi-Ouzou, ne s'attendait pas à trouver une clientèle d'un genre très particulier à l'ouverture du guichet.

En effet, il était 9h, hier, lorsque trois hommes, agissant à visage découvert et armés de kalachnikovs, ont sommé les postiers de leur remettre le sac bourré de billets de banque, vraisemblablement, destiné au paiement des pensions comme cela se passe au début de la seconde quinzaine de chaque mois. A en croire certaines sources, c'est un coup dont la paternité ne saurait faire le moindre doute. Si le trio de malfrats n'a pas pris la précaution de s'encagouler en plus du fait que tous trois étaient armés de kalachnikovs, ça ne pouvait être que des terroristes. En tous les cas, c'est avec une somme avoisinant les 400 millions de centimes qu'ils ont disparu dans la nature, comme dans les attaques à main armée, qu'on ne compte plus, ayant visé les bureaux de poste et des banques en Kabylie depuis un peu plus de deux années. Il est heureux que, contrairement à d'autres, ce hold-up n'ait pas fait de victimes.

Azedine M.

CITÉ DANS L'AFFAIRE DE DÉTOURNEMENT DES 34 MILLIARDS DE CENTIMES À CHÉRAGA

Le directeur des finances et de la comptabilité d'Algérie Poste toujours injoignable

Le directeur des finances et de la comptabilité d'Algérie Poste, M. El Baouli Lamine, est toujours porté disparu par la direction de cette institution, apprend-on de source informée.

Rosa Mansouri- Alger - (Le Soir) - Officiellement en congé à partir du 18 février, ce haut cadre est resté injoingnable depuis la veille de son départ en congé, date à laquelle une convocation lui a été adressée par la brigade économique et financière de la DGSN.

Le nom de M. El Baouli a été cité par les prévenus dans l'affaire de détournement de 34 milliards de centimes au niveau de la poste de Chéraga. Ce responsable aurait encaissé directement auprès de cette caisse des chèques en sa qualité de directeur financier pour payer des fournisseurs. Hors ce type de transaction est interdit par la législation en vigueur. Il devait se faire de banque à banque. Toutes les tentatives de joindre M. El Baouli par téléphone ou à son domicile sont restées sans réponse. Des sources proches du dossier avancent qu'il a quitté le territoire national. Cependant aucune source n'a confirmé cette hypothèse.

Cette disparition, du moins intrigante, du directeur des finances d'Algérie Poste a suscité des remous au sein de l'établissement, sachant qu'une autre convocation lui a été destinée, hier, par le procureur de la République près le tribunal d'Alger. Pour rappel, ce cadre qui occupe ce poste depuis 2003, a été impliqué en 2007 dans l'affaire de la ponction dans les salaires des travailleurs d'Algérie Poste, pour avoir camouflé les irrégularités constatées par le commissaire aux comptes dans le calcul des congés annuels des fonctionnaires qui répond à des formules spécifiques. Ces dernières n'ont jamais été appliquées au sein de l'entreprise, ce qui lui a valu, en 2006 et 2007, les réserves du commissaire aux comptes.

Lesdites réserves n'ont jamais été levées. Par ailleurs, les premiers éléments de l'enquête dans l'affaire de détournement à la poste de Chéraga ont soulevé que celle-ci tenait une double comptabilité et que les virements réels effectués par les services de la Grande-Poste à celle de Chéraga ne sont pas identiques et sont falsifiés. Ce qui a d'ailleurs fait durer l'arnaque pendant plus d'une année et c'est pourquoi les inspecteurs d'Algérie Poste ne se sont pas rendu compte prématurément du trou enregistré dans la caisse principale de la poste de Chéraga.

A tout ces milliards détournés s'ajoutent également les 17 milliards de centimes qui se sont évaporés à la poste de Tipasa, 8 milliards à la poste de Fort-de-l'eau et le dernier scandale qui n'a pas encore éclaté à la poste de Hassiba-Ben-Bouali, où selon nos sources, un trou de 4,5 milliards de centimes vient être constaté. On s'interroge cependant à quel moment cette saignée financière dans la poste algérienne prendra-t-elle fin ?

R. M.

APRÈS L'EXPLOSION DE LA BOMBE AU STADE DE LAKHDARIA

Deux gardiens mis sous mandat de dépôt

Au lendemain de l'explosion de la bombe au stade communal Nacer-Khodja de Lakhdaria, qui a fait deux blessés graves parmi les éléments de la police dont un a été amputé des deux jambes, huit personnes ayant un lien direct ou indirect avec l'enceinte du stade ont été mises en examen. Avant-hier, le juge d'instruction près le tribunal de Lakhdaria et après avoir entendu ces personnes, a mis six en liberté. Les deux autres, en l'occurrence les deux gardiens du stade, ont été mises sous mandat de dépôt. Pour rappel, la bombe qui avait explosé dans l'après-midi de vendredi, au moment du déroulement du match opposant l'équipe locale, l'IB Lakhdaria à la JSM Bordj-Menaïel, a été dissimulée à l'intérieur du stade près du mur de clôture, pas loin des cabines des remplaçants. Lors de l'explosion, qui a créé une panique générale parmi les supporters et les joueurs, le mur de clôture s'est effondré et les deux policiers touchés furent retirés des décombres. Ces derniers qui ont eu miraculeusement, la vie sauve s'en sont sortis avec des blessures graves.

H. M.